

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1927.

Projet de loi approuvant les Conventions entre la Belgique et le Portugal signées à Saint-Paul-de-Loanda (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. KREGLINGER.

MESSEURS,

Quatre conventions ont été signées, les 19, 20, 21 et 22 juillet 1927, à Saint-Paul de Loanda, entre le gouvernement belge et le gouvernement portugais.

Déjà le 10 décembre 1926, pendant la brève période où le département des colonies était dirigé par M. Edouard Pecher, des pourparlers engagés à Lisbonne, à l'invitation du gouvernement de la république portugaise, avaient abouti à un accord de principe sur quelques-unes des questions essentielles dont la solution amicale et rapide intéresse à la fois les deux pays.

Mais le protocole du 10 décembre 1926 ne résolvait entièrement aucun problème; il ne faisait qu'énumérer ceux dont l'examen s'imposait particulièrement, et traçait ainsi le programme des négociations qui ont été reprises à Saint-Paul de Loanda.

Votre commission a été heureuse de constater le succès de ces négociations; il atteste la volonté des deux pays amis de poursuivre une politique de cordiale entente; conscients de la solidarité qui les unit, ils attendent d'une coopération étroite le moyen d'assurer une prospérité grandissante à leurs domaines coloniaux respectifs.

Une longue frontière commune unit l'Angola portugais et le Congo Belge; les mêmes difficultés doivent être résolues par les deux administrations, et souvent ce n'est que par une action concertée que les efforts entrepris de part et d'autre peuvent aboutir.

Les quatre conventions de Saint-Paul de Loanda s'occupent des questions les plus variées. Dans son exposé des motifs, le gouvernement fait remarquer à juste

(1) Projet de loi, n° 12.

(2) La Commission était composée de MM. Tibbaut, président, Brutsaert, Kreglinger, Mathieu, Piérard, Sap.

titre que les trois premières, étant de la compétence du pouvoir exécutif, auraient peut-être pu ne pas être déferées aux Chambres. La dernière cependant, propose un échange de territoires et doit donc, en tout état de cause, être ratifiée par une loi ; dès lors, la commission n'a pu qu'approuver le gouvernement d'avoir soumis aux délibérations du Parlement tous ces accords, qui ne forment en réalité qu'un ensemble, et qui règlent heureusement divers problèmes étroitement liés les uns aux autres.

Les trois premières conventions n'ont guère donné lieu à de longues discussions.

La convention du 19 juillet s'efforce de faciliter aux deux pays la lutte que, de part et d'autre de la frontière, ils mènent tous deux contre les maladies contagieuses. Mensuellement, et dans les cas graves hebdomadairement, les administrations du Congo belge et de l'Angola se transmettront toutes les informations utiles sur la manifestation et le développement d'épidémies ; chacune des administrations facilitera à l'autre l'envoi de missions médicales dans les régions contaminées ; les médecins belges et portugais se réuniront périodiquement pour réaliser une parfaite entente dans la lutte qu'ils entreprennent contre ces fléaux ; les postes d'observation et les postes sanitaires seront complétés des deux côtés de la frontière, et aucun indigène ne sera autorisé à passer d'un pays à l'autre sans être porteur d'attestations déclarant qu'il n'est atteint d'aucune des maladies contagieuses dont la convention s'occupe ; des mesures communes seront prises dans la région frontière pour assurer la vaccination anti-variolique, le traitement de la maladie du sommeil, la suppression des insectes dangereux, le recensement des lépreux. Enfin, la convention stipule que c'est par voie d'arbitrage que sera réglé tout différend pouvant naître de son application.

La deuxième Convention, celle du 20 juillet, s'occupe de faciliter les communications entre les deux pays. Elle énumère les routes nouvelles dont la construction sera achevée dans un délai déterminé, et qui relieront les réseaux routiers de l'Angola et du Congo belge.

Elle permet au Gouvernement belge la construction d'un barrage, par suite de l'établissement duquel le niveau de la rivière M'Pozo sera relevé en territoire portugais ; cet accord rendra possible l'utilisation à notre profit des forces hydrauliques de cette région.

La Convention facilite aux deux administrations la répression de la contrebande des armes à feu et des munitions.

Enfin, les deux Gouvernements s'engagent à n'établir aucun droit d'entrée sur les vivres constituant l'alimentation habituelle des populations indigènes.

Ici encore, — comme d'ailleurs pour chacune des quatre Conventions, — l'arbitrage règlera les contestations éventuelles.

Par la troisième Convention, la Belgique acquiert la liberté du transit à travers l'Angola, sur le chemin de fer du Benguela reliant le Katanga au port de Lobito. Les sujets et les biens belges de passage, seront traités, en territoire portugais, à l'égal des sujets et des biens portugais eux-mêmes ; les navires belges jouiront, dans le port de Lobito, du même traitement que les navires portugais, à condition, bien entendu, qu'ils introduisent des marchandises ou transportent des personnes dont la destination finale est le Congo belge.

Un accord précis est établi entre les deux Compagnies ferroviaires pour l'établissement de tarifs communs et pour la circulation, sur chacun des réseaux, de wagons appartenant à l'autre.

Le Gouvernement portugais s'engage à outiller convenablement le port de

Lobito, qui devra suffire aux besoins du trafic vers le Katanga; les formalités douanières des marchandises en transit vers le Congo belge seront simplifiées.

De son côté, le gouvernement belge, complétant des promesses antérieures, dont les plus anciennes remontent à 1908, s'engage à terminer, dans un délai de cinq années, à partir du jour où le chemin de fer du Benguela atteindra, dans la vallée de la rivière Luao, la frontière du Congo Belge, le raccordement de ce chemin de fer avec le réseau ferroviaire du Katanga.

L'ensemble de toutes ces dispositions est heureux et résout utilement des questions essentielles au développement de notre colonie.

La dernière convention a donné lieu à des discussions plus longues.

Cette convention règle un échange de territoires entre les deux pays.

La Belgique abandonne au Portugal un territoire d'environ 3,500 kilomètres carrés, dépendant du district de la Lulua, et connu sous le nom de boucle de Dilolo.

La nouvelle configuration de la frontière a pour effet d'augmenter d'environ 110 kilomètres la partie du chemin de fer du Benguela se trouvant en territoire portugais, et réduit d'autant la partie de la ligne dont la construction nous incombe.

Mais ce territoire est assez peuplé; il est habité par environ 8000 indigènes. Les membres de la commission se sont montrés très préoccupés de leur sort; ils ont reçu du département intéressé l'assurance que les indigènes conserveraient leur liberté individuelle. Ils pourront s'établir à l'endroit qui aura leur préférence.

En échange de ce territoire assez considérable et de l'abandon de ces populations vivant sous notre régime, la Belgique obtient un territoire de 3 kilomètres carrés près de la rivière M'Pozo, à 20 kilomètres environ de Matadi.

A première vue, la disproportion paraît immense entre ce que nous donnons et ce que le Portugal nous accorde.

Mais cette rectification de frontière présente pour nous des avantages sérieux; la ligne du chemin de fer de Matadi à Léopoldville pourra être tracée toute entière sur notre territoire, tout en évitant le massif du Palabala. La construction de la ligne sera moins coûteuse et sera terminée un an plus tôt que si elle devait franchir les obstacles auxquels elle se heurtait sur notre territoire ancien. La possibilité de construire dans les conditions les plus avantageuses le chemin de fer du Bas-Congo est d'un intérêt vital pour le développement de la colonie; toutes les mesures doivent être favorisées qui peuvent rendre les communications entre Léopoldville et l'Océan plus aisées et, par conséquent, contribuer à préparer un abaissement des tarifs de transport.

Il est vrai que ces améliorations apportées au chemin de fer n'auront toute leur valeur que si, de son côté, le port de Matadi peut trouver l'extension qui lui est indispensable et que les travaux en cours ne réalisent que partiellement.

Mais malgré tout, en facilitant sensiblement la construction de la ligne vers Léopoldville, l'acquisition du territoire que l'Angola nous cède a semblé, à votre Commission, justifier l'abandon, quelque pénible qu'il soit, de territoires beaucoup plus vastes et peuplés d'indigènes habitués à notre régime, et, à l'unanimité, elle vous recommande par conséquent l'adoption de cette quatrième convention comme des trois premières.

Le Rapporteur,

RICHARD KREGLINGER.

Le Président,

EMILE TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1927.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomsten tusschen België en Portugal geteekend te Sao-Paulo de Loanda ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER KREGLINGER.

MIJNE HEEREN,

Vier overeenkomsten werden op 19, 20, 21 en 22 Juli 1927 geteekend te Sao Paulo de Loanda, tusschen de Belgische en de Portugeesche regeeringen.

Reeds op 10 December 1926, gedurende het korte tijdperk dat het Ministerie van Koloniën bestuurd werd door den heer Edouard Pecher, hadden de onderhandelingen, te Lissabon aangeknoopt op verzoek van de Regeering der Portugeesche Republiek, geleid tot een voorlopig accoord over enkele principieele vraagstukken waarvan de minnelijke en spoedige oplossing voor beide landen wenschelijk is.

Het protocol van 10 December 1926 loste eigenlijk geen enkel vraagstuk heelmaal op; het gaf enkel eene opsomming van de vraagstukken waarvan het onderzoek zich bijzonder opdrong, en omschreef aldus het programma van de onderhandelingen die te Sao Paulo de Loanda hervat werden.

Uwe Commissie heeft met groote voldoening den goeden uitslag dezer onderhandelingen vastgesteld; hij getuigt van den wil van beide landen eene politiek van verstandhouding voort te zetten; bewust van de solidariteit die hen vereenigt zien zij in eene innige samenwerking het middel om aan hunne koloniale bezittingen een steeds groeienden bloei te verzekeren.

Eene lange gemeenschappelijke grens verbindt Portugeesch Angola met Belgisch Congo; beide besturen staan voor dezelfde moeilijkheden, en dikwijls is het slechts door een op voorhand gesloten overeenkomst dat de maatregelen door beiden genomen tot een gunstigen uitslag kunnen voeren.

De vier overeenkomsten van Sao Paulo de Loanda behandelen de meest ver-

(1) Wetsontwerp, n^o 12.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Brutsaert, Kreglinger, Mathieu, Piérard en Sap.

schillende vraagstukken. In hare toelichting doet de Regeering terecht uitschijnen dat de eerste drie onder de bevoegdheid vallende van de uitvoerende macht niet noodzakelijk aan de Kamers moeten voorgelegd worden. De laatste echter gaat over de ruiling van grondgebied, en moet dus in ieder geval bekrachtigd worden door eene wet; onder deze omstandigheden kan de Commissie niet anders dan de Regeering gelijk geven al deze overeenkomsten, die feitelijk een geheel vormen, en die op gelukkige wijze verscheidene, innig met elkander samenhangende vraagstukken regelen, aan de bespreking van het Parlement te onderwerpen.

De eerste drie overeenkomsten hebben niet tot een lange bespreking aanleiding gegeven.

De overeenkomst van 19 Juli tracht voor de twee landen den strijd, dien zij langs beide zijden van de grens voeren tegende besmettelijke ziekten, te vergemakkelijken. Maandelijks, en in ernstige gevallen wekelijks, zullen de besturen van Belgisch Congo en van Angola aan elkaar de nuttige inlichtingen over het uitbreken en de ontwikkeling van besmettelijke ziekten mede deelen; ieder bestuur zal voor het andere het zenden van medische hulp in de besmette gewesten vergemakkelijken; de Belgische en Portugeesche geneesheeren zullen op bepaalde tijdstippen bijeenkomen om een doeltreffende samenwerking te verkrijgen in den strijd tegen de ziekte; de waarnemingsposten en de geneeskundige posten zullen langs beide zijden van de grens vermenigvuldigd worden, en geen enkele inboorling zal van het eene land naar het andere mogen trekken zonder een getuigschrift dat hij niet aangetast is door een der besmettelijke ziekten waarover in de overeenkomst gesproken wordt; gemeenschappelijke maatregelen zullen getroffen worden om in de grensstreken het inenten tegen de pokken, de behandeling van de slaapziekte, het vernietigen van gevaarlijke insecten, de telling van de melaatschen te regelen. De overeenkomst bepaalt ten slotte dat elk geschil, dat over hare toepassing zou kunnen oprijzen, door scheidsrechters zal worden geregeld.

De tweede overeenkomst, die van 20 Juli, streeft er naar de verbindingswegen tusschen beide landen te vergemakkelijken. Zij somt de nieuwe wegen op waarvan de aanlegging binnen een bepaalden tijd zal voltooid zijn, en die de wegnetten van Angola en Belgisch Congo zullen verbinden.

Zij verleent aan de Belgische Regeering de toelating om een stuwdam aan te leggen, waardoor het peil van de M'Poza-rivier zal verhoogd worden op Portugeesch gebied; door deze overeenkomst zal het mogelijk worden de waterkrachten van deze streek in ons voordeel te benuttigen.

De overeenkomst vergemakkelijkt voor beide besturen de beteugeling van den smokkelhandel in vuurwapens en munitie.

Ten slotte nemen beide Regeeringen de verbintenis geene invoerrechten te heffen van de levensmiddelen waarmede de inlandsche bevolkingen zich gewoonlijk voeden.

Hier ook — evenals voor elke der vier overeenkomsten — moet een scheidsgerecht de gebeurlijke geschillen beslechten.

Krachtens de derde overeenkomst, bekamt België het recht van vrijen doorvoer over Angola, op de spoorlijn van Benguela die Katanga met de Lobito haven verbindt. De Belgische onderdanen en de Belgische goederen die dezen weg nemen, zullen, op Portugeesch gebied, op dezelfde wijze als Portugeesche onderdanen en goederen behandeld worden.

De Portugeesche Regeering neemt de verbintenis de haven van Lobito zoo-

danig uit te rusten dat het verkeer naar Katanga behoorlijk zal verzekerd zijn ; de tolformaliteiten zullen, voor de goederen die naar Belgisch Congo vervoerd worden, vereenvoudigd worden.

De Belgische Regeering verduidelijkt harerzijds de vroeger gedane beloften — waarvan de oudste dagteekenen van 1908 — en zij verplicht zich, binnen een termijn van vijf jaren, — te rekenen van den dag waarop de Benguela-spoorlijn, in de vallei van de Luao-rivier, de grens van Belgisch Congo zal bereiken — deze spoorlijn met het spoorwegnet van Katanga verbonden te hebben ; de Belgische schepen zullen, in de haven van Lobito, dezelfde behandeling genieten als de Portugeesche schepen, op voorwaarde natuurlijk, dat zij waren of personen vervoeren waarvan de eindbestemming Belgisch Congo is.

Een nauwkeurige overeenkomst wordt tusschen beide spoorwegmaatschappijen gesloten tot het invoeren van gemeenschappelijke tarieven, en, voor het verkeer op elk net, van spoorwagens toebehoorende aan de andere.

Deze beschikkingen in hun geheel genomen lossen op gunstige wijze eenige vraagstukken op, die voor den vooruitgang en den bloei onzer kolonie van bijzonder belang zijn.

De laatste overeenkomst gaf aanleiding tot uitvoerige besprekingen ; zij regelt de uitwisseling van grondgebied tusschen de beide landen.

België staat aan Portugal een grondgebied van ongeveer 3,500 vierk. kilom. af; dit grondgebied hangt af van het district Lulua en is gekend onder den naam van « bocht van Dilolo ».

Door deze nieuwe grenslegging komen ongeveer 110 kilometers meer van den spoorweg van Benguela op Portugeesch grondgebied te staan, en daardoor vermindert in gelijke mate de lengte van het spoor dat wij moeten aanleggen.

Dit grondgebied is betrekkelijk zeer bevolkt ; het is bewoond door ongeveer 8,000 inboorlingen. De leden der Commissie hebben zich dan ook hun lot aange-trokken, en zij hebben van het departement de verzekering gekregen dat de inboorlingen hunne persoonlijke vrijheid zouden behouden. Zij zullen zich mogen vestigen op de plaats hunner keuze.

In ruil van dit tamelijk uitgestrekt grondgebied en van den afstand der bevolking die onder ons regiem leeft, bekomt België een grondgebied van 3 vier-kante kilometers gelegen bij de rivier M'Pozo op ongeveer 20 kilometers afstand van Matadi.

Op het eerste zicht schijnt het verschil zeer groot tusschen hetgeen wij geven en hetgeen wij krijgen.

Deze grensregeling bezorgt ons echter zeer ernstige voordeelen : de spoorlijn Matadi-Leopoldville kan aldus zonder ons grondgebied te verlaten, het gebergte van Palabala vermijden. Het aanleggen van de lijn zal minder kosten en een jaar vroeger voltooid zijn, dan wanneer men de hinderpalen zou moeten overwinnen waarop zij op ons vroeger grondgebied stuitte. Den spoorweg van Congo aanleggen onder de meest gunstige voorwaarden is een levensbelang voor den bloei onzer kolonie ; al wat de verkeersmiddelen tusschen Leopoldville en den Oceaan kan bevorderen en dienvolgens de vermindering der vervoertarieven begunstigen, moet worden aangemoedigd.

Weliswaar krijgen de verbeteringen aan de spoorbaan gebracht slechts hunne waarde, wanneer anderzijds de haven van Matadi de vereischte uitbreiding kan

vinden, welke de aan den gang zijnde werken maar gedeeltelijk verwezenlijken.

Nochtans, en gezien de spoorweg naar Leopoldville gemakkelijker en met minder kosten zal kunnen gebouwd worden, is uwe Commissie van gevoelen dat het grondgebied dat wij van de Portugeezen verkrijgen, opweegt tegen den afstand, hoe pijnlijk hij ook moge zijn, van een veel uitgestrekter grondgebied met zijne inwoners die aan ons regime gewoon waren ; en, met eenparigheid van stemmen, stelt uwe Commissie U dus voor, deze vierde overeenkomst evenals de drie andere goed te keuren.

De Verslaggever,

RICHARD KREGLINGER.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

